



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL METTANT EN DEMEURE LA SOCIÉTÉ MIXAL DE RESPECTER LA RÉGLEMENTATION  
APPLICABLE À SON USINE DE FABRICATION DE CHARPENTE ET MENUISERIES EN BOIS SITUÉE DANS LA  
ZONE ARTISANALE DE KERFLEURY À RÉDÉNÉ**

Le Préfet du Finistère,  
Officier de la Légion d'Honneur

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2410 (installation où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2021-27-E du 18 octobre 2021 portant enregistrement d'une menuiserie spécialisée dans la fabrication de charpentes et de fenêtres exploitée par la société MIXAL à Rédéné ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 mai 2023 transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 7 juin 2023, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 19 juin 2023 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 4 août 2023 confirmant la nécessité de maintenir la proposition de mise en demeure

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas pu démontrer les caractéristiques de réaction et résistance au feu des structures fermées ;

**CONSIDÉRANT** que cette non-conformité constitue un manquement aux dispositions de l'article 11-1 ministériel du 2 septembre 2014 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que le contrôle des installations électriques montre des défauts pouvant générer des risques d'incendie et d'explosion ;

**CONSIDÉRANT** que les vérifications des installations électriques ne sont pas consignées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications ;

**CONSIDÉRANT** que ces non-conformités constituent un manquement aux dispositions de l'article 17 ministériel du 2 septembre 2014 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que le dispositif extérieur de confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre n'est pas équipé d'un dispositif automatique d'obturation pour en assurer le confinement ;

**CONSIDÉRANT** que cette non-conformité constitue un manquement aux dispositions de l'article 22-V ministériel du 2 septembre 2014 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que ces non-conformités ne permettent pas à l'exploitant de justifier qu'il est en mesure d'assurer la protection des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés de l'article L. 511-1 du Code de l'environnement notamment sur l'aspect sécurité, risque de pollution ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société MIXAL de respecter les dispositions susvisées, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 : mise en demeure**

La société MIXAL exploitant une usine de fabrication de charpentes et menuiseries en bois sise 15 Route de Restaou – ZA de Kerfleury 29300 Rédéné est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- • Référence réglementaire : arrêté Ministériel du 02/09/2014
- Article : 11 - I. - Dispositions constructives – Résistance au feu des structures fermées.
- Article : 17. Dispositif de prévention des accidents – Vérification des installations électriques.
- Article : 22 - V Dispositif de rétention des pollutions accidentelles - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014.

#### **Article 2 : sanctions**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai imparti, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

#### **Article 3 : délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

#### **Article 4 : publicité**

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 5 : exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement, le directeur de la société MIXAL sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Rédéné.

QUIMPER, le **8 AOUT 2023**

Le Préfet,  
Pour le Préfet, la ~~Sous-Préfète~~ de Châteaulin



Claire Maynadier

#### Destinataires :

- M. le Maire d'e Rédéné
- UD DREAL 29
- M. le Directeur de la société MIXAL